

BRUXELLES-CAPITALE

**ASSEMBLEE REUNIE
DE LA COMMISSION
COMMUNAUTAIRE
COMMUNE**

SESSION ORDINAIRE 2005-2006

28 AVRIL 2006

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**l'Accord de partenariat et de coopération
établissant un partenariat entre
les Communautés européennes et
leurs Etats membres, d'une part,
et la République du Tadjikistan,
d'autre part, fait à Luxembourg
le 11 octobre 2004**

Exposé des motifs

I. Introduction

Après son entrée en vigueur, l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, signé à Luxembourg le 11 octobre 2004 (dénommé ci-après « l'accord »), formera la nouvelle base juridique pour les relations contractuelles entre les deux parties. L'accord remplace l'accord entre la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), d'une part, et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), d'autre part, concernant le commerce et la coopération commerciale et économique, conclu le 18 décembre 1989.

BRUSSEL-HOOFDSTAD

**VERENIGDE VERGADERING
VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPS-COMMISSIE**

GEWONE ZITTING 2005-2006

28 APRIL 2006

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

**de Partnerschaps- en
samenwerkingsovereenkomst waarbij een
partnerschap tot stand wordt gebracht
tussen de Europese Gemeenschappen en
hun Lidstaten, enerzijds, en
de Republiek Tadzjikistan, anderzijds,
gedaan te Luxemburg op 11 oktober 2004**

Memorie van toelichting

I. Inleiding

De op 11 oktober 2004 te Luxemburg ondertekende Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Tadzjikistan, anderzijds, (hierna te noemen « het verdrag »), zal, na het van kracht worden ervan, de nieuwe juridische basis vormen voor de contractuele relaties tussen beide partijen. De overeenkomst komt in de plaats van de op 18 december 1989 tot stand gekomen Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap (EG) en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (Euratom), enerzijds, en de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken (USSR), anderzijds, inzake handel en commerciële en economische samenwerking.

L'accord avec la République du Tadjikistan est constitué de trois composantes majeures, à savoir le dialogue politique, la coopération et le commerce, et se fonde sur le respect de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit ainsi que sur le développement économique durable et la liaison entre les divers instruments d'aide.

Cet accord présente la même structure que les accords de partenariat et de coopération signés avec les autres républiques de l'ex-URSS (Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ukraine, Ouzbékistan, Russie et Turkménistan. Des accords d'un autre type ont été conclus avec les États baltes, Estonie, Lettonie et Lituanie), mais c'est le premier accord comportant des clauses en matière de terrorisme et d'armes de destruction massive.

L'accord est un traité à caractère mixte. Il est valable pour une période initiale de dix ans, après laquelle il est reconduit automatiquement d'année en année. Dans la perspective de son entrée en vigueur, des dispositions communautaires ont été prises provisoirement : les accords « intérimaires » qui permettent l'application provisoire d'une partie des accords, notamment en ce qui concerne le commerce des marchandises.

Pour la partie communautaire, l'accord se base sur les articles 44, paragraphe 2, 47, paragraphe 2, dernière phrase, 55, 57, paragraphe 2, 63, paragraphe 3, 71, 80, paragraphe 2, 93, 94, 133, 181 A, et 300, paragraphes 2 et 3, du Traité instituant la Communauté Européenne (Traité CE), conclu à Rome, le 25 mars 1957. Aux termes du paragraphe 3 du dernier article cité, le Parlement Européen devra donner son assentiment à l'accord de partenariat. La matière couverte par l'accord est toutefois plus étendue que les compétences de la Communauté (notamment le dialogue politique et la culture), c'est la raison pour laquelle les États membres doivent également être parties et suivre la procédure constitutionnelle requise à cet effet.

II. Evolution et genèse de l'accord

Après l'éclatement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, fin 1991, la Communauté Européenne s'est trouvée placée devant la nécessité de conclure séparément avec chacune des douze républiques devenues indépendantes (toutes les républiques soviétiques mentionnées plus haut à l'exception des trois États baltes) une nouvelle relation fondée sur un accord, relation, qui comme dit précédemment, était régie jusqu'à cette époque par l'accord de 1989 entre la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), d'une part, et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), d'autre part, concernant le commerce et la coopération commerciale et économique.

De overeenkomst met de Republiek Tadzjikistan bestaat uit drie hoofdcomponenten, namelijk politieke dialoog, samenwerking en handel, en is gebaseerd op het respect voor de democratie, de mensenrechten en de rechtstaat en op de bevordering van duurzame ontwikkeling en de verbinding tussen de diverse hulpinstrumenten.

Dit verdrag heeft dezelfde structuur als de partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomsten met de andere republieken van de voormalige USSR (Armenië, Azerbeïdjan, Belarus, Georgië, Kazachstan, Kirgizstan, Moldova, Oekraïne, Oezbekistan, Rusland en Turkmenistan. Met de Baltische Staten Estland, Letland en Litouwen werden een ander type van akkoorden afgesloten), maar het is het eerste verdrag met clausules op het gebied van terrorisme en massavernietigingswapens.

De overeenkomst is een verdrag met een gemengd karakter. Hij geldt voor een eerste periode van tien jaar en wordt daarna telkens automatisch verlengd met een jaar. Vooruitlopend op de inwerkingtreding ervan, zijn tijdelijk communautaire voorzieningen getroffen, de zogenoemde interimakkoorden, die de voorlopige toepassing van een deel van de verdragen, voornamelijk aangaande de handel in goederen, mogelijk maken.

De overeenkomst is voor het communautaire gedeelte gebaseerd op de artikelen 44, tweede lid, 47, tweede lid, laatste volzin, 55, 57, tweede lid, 63, derde lid, 71, 80, tweede lid, 93, 94, 133, 181A en 300, tweede en derde lid, van het op 25 maart 1957 te Rome tot stand gekomen Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (EG-verdrag). Ingevolge het derde lid van het laatstgenoemde artikel zal het Europees Parlement met de partnerschapsovereenkomst dienen in te stemmen. De materie, die door de overeenkomst wordt bestreken, is evenwel breder dan de bevoegdheden van de Gemeenschap (onder meer politieke dialoog en cultuur), reden waarom ook de Lidstaten partij dienen te worden en daartoe de grondwettelijk vereiste procedure dienen te doorlopen.

II. Evolutie en ontstaan van de overeenkomst

Na het uiteenvallen van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken eind 1991 zag de Europese Gemeenschap zich geplaatst voor de opgave met twaalf zelfstandig geworden republieken (alle voornoemde Sovjetrepublieken behoudens de drie Baltische staten) afzonderlijk een nieuwe verdragsrelatie aan te gaan, die zoals gezegd tot dan toe was vastgelegd in de Overeenkomst van 1989 tussen de Europese Gemeenschap (EG) en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (Euratom), enerzijds, en de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken, anderzijds, inzake handel en commerciële en economische samenwerking.

L'Union Européenne était particulièrement soucieuse d'établir une nouvelle relation régie par le droit international avec les anciennes républiques soviétiques. Il s'agit en l'occurrence de pays où des avancées perceptibles ont été réalisées dans la voie de certaines réformes, notamment sur le plan de l'état de droit, de la démocratisation, des droits de l'homme et du commerce. L'objectif d'un accord de partenariat, prévoyant notamment un dialogue politique, est d'exercer une influence positive sur lesdites réformes dans le pays partenaire. De cette manière, l'Union Européenne contribue à la croissance économique, au développement durable et à la stabilité dans les pays partenaires.

Le Conseil de l'Union Européenne réuni à Luxembourg a défini, en octobre 1992, le mandat relatif à la négociation d'accords de partenariat et de coopération avec les républiques mentionnées ci-dessus.

Un conflit interne au Tadjikistan qui a duré jusqu'en 1997 et les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre de l'accord de paix conclu cette année-là entre les factions concernées ont eu pour effet que la négociation de l'accord avec le Tadjikistan a subi un certain retard. Ce ne fut que plus tard, après la décision du Conseil « Affaires générales » du 10 décembre 2001, que la Commission a entamé les négociations avec la République du Tadjikistan au sujet de l'Accord de partenariat et de coopération. Au terme de ces négociations, le texte de l'accord a été paraphé le 16 décembre 2003 à Bruxelles. Quant à la signature, elle a eu lieu le 11 octobre 2004 à Luxembourg.

III. Contenu de l'accord

L'accord comporte d'abord un préambule reprenant les intentions et les principes et le Titre I dans lequel figurent les principes généraux. Le Titre II traite du dialogue politique.

Le Titre III (articles 7 à 16) aborde les échanges de marchandises. Le Titre IV (articles 17 à 39) comporte des dispositions relatives au commerce et aux investissements. Sont abordés, les conditions relatives à l'emploi, les conditions relatives à l'établissement et à l'activité des sociétés, les prestations transfrontalières de services entre la Communauté et la République du Tadjikistan, un certain nombre de dispositions générales, les paiements courants et les capitaux et la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

Le Titre V (article 40) traite de la coopération en matière législative et le Titre VI (articles 41 à 65), de la coopération socio-économique.

Le Titre VII (article 66) aborde la coopération dans les domaines relatifs à la démocratie et aux droits de l'homme et le Titre VIII (articles 67 à 71), la coopération dans le domaine de la prévention des activités illégales et de la prévention et du contrôle de l'immigration clandestine. Le

De Europese Unie hechtte er groot belang aan met de voormalige Sovjetrepublieken een nieuwe volkenrechtelijke relatie tot stand te brengen. Hierbij gaat het om landen waar aantoonbare stappen genomen zijn op weg naar hervormingen op het vlak van ondermeer de rechtsstaat, de democratisering, de mensenrechten en de handel. Met een partnerschapsovereenkomst, waarin onder meer voorzien is in een politieke dialoog, wordt beoogd die hervormingen in het partnerland positief te beïnvloeden. De Europese Unie levert op deze manier een bijdrage aan de economische groei, de duurzame ontwikkeling en de stabiliteit in de partnerlanden.

Het onderhandelingsmandaat voor de partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomsten met voornoemde republieken werd in oktober 1992 door de Raad van de Europese Unie te Luxemburg vastgesteld.

Een tot 1997 aanslepend intern gewapend conflict in Tadzjikistan en de moeizame implementering van het in dat jaar afgesloten vredesakkoord tussen de betrokken facties maakten dat de onderhandeling van de overeenkomst met Tadzjikistan vertraging opliep. Het was pas na de verdere beslissing van de Raad Algemene Zaken van 10 december 2001 dat de Commissie de onderhandelingen met de Republiek Tadzjikistan over de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst opstartte. Deze gesprekken werden op 16 december 2003 afgerond met de parafering te Brussel van de overeenkomst. Op 11 oktober 2004 volgde dan in Luxemburg de ondertekening.

III. Inhoud van de overeenkomst

De overeenkomst bevat eerst een preambule waarin de intenties en de grondslagen zijn opgenomen en Titel I waarin de algemene beginselen staan vermeld. In Titel II wordt de politieke dialoog behandeld.

In Titel III (artikelen 7 tot en met 16) wordt ingegaan op de handel in goederen. Titel IV (artikelen 17 tot en met 39) bevat de bepalingen inzake handelsverkeer en investeringen. Hier komen de arbeidsvoorwaarden, de bepalingen inzake de vestiging en de exploitatie van ondernemingen, het grensoverschrijdend dienstenverkeer tussen de Gemeenschap en de Republiek Tadzjikistan, een aantal algemene bepalingen, het betalings- en kapitaalverkeer en de bescherming van de intellectuele, industriële en commerciële eigendom aan bod.

Titel V (artikel 40) behandelt de samenwerking op het gebied van de wetgeving en Titel VI (artikelen 41 tot en met 65) de sociaal-economische samenwerking.

In Titel VII (artikel 66) komt de samenwerking op het gebied van democratie en de mensenrechten aan bod en in Titel VIII (artikelen 67 tot en met 71) de samenwerking bij de preventie van illegale activiteiten en de preventie van en controle op illegale immigratie. In Titel IX (artikel 72)

Titre IX (article 72) aborde la coopération culturelle et le Titre X (articles 73 à 76) la coopération financière. L'accord se termine au Titre XI (articles 77 à 101) par les dispositions institutionnelles, générales et finales.

Parallèlement à l'accord, un Protocole concernant l'assistance en matière douanière ainsi qu'un Acte final comprenant des déclarations ont été conclus. Ces déclarations concernent l'interprétation de certaines dispositions de l'accord et sont destinées à simplifier son exécution.

IV. Commentaire article par article

Préambule

Le préambule comporte une énumération d'intentions et de principes qui, ensemble, forment le contexte de l'accord, avec pour principe de base l'indépendance et la souveraineté de la République du Tadjikistan. Ainsi, référence est faite notamment à l'importance de l'État de droit, au respect des droits de l'homme, à la mise en place d'un système fondé sur le multipartisme et des élections libres et démocratiques, à la libéralisation économique et à la prochaine adhésion du Tadjikistan à l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC). Par ailleurs, il est fait mention explicite de l'encouragement de la coopération et de la stabilité régionales, de l'importance des investissements dans le secteur de l'énergie et de l'eau.

Enfin, les parties contractantes considèrent la lutte contre l'immigration clandestine, le crime organisé international, le trafic de stupéfiants et le terrorisme comme des domaines de coopération importants.

TITRE I

Principes généraux (articles 2 et 3)

Conformément à une pratique établie lors de précédents accords de l'Union Européenne avec des pays tiers, le respect des droits de l'homme est également considéré comme un élément essentiel de l'accord examiné ici. Les républiques indépendantes issues de la dissolution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques doivent coopérer conformément au droit international et dans l'esprit des relations de bon voisinage.

TITRE II

Dialogue politique (articles 4 à 6)

Un dialogue politique régulier entre les parties est prévu sur la base de ces articles, y compris au niveau ministériel. À l'instar des accords conclus avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Moldavie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, la Rus-

wordt ingegaan op de culturele samenwerking en in titel X (artikelen 73 tot en met 76) op de financiële samenwerking. De overeenkomst wordt in titel XI (artikelen 77 tot en met 101) afgesloten met institutionele, algemene en slotbepalingen.

Samen met het verdrag zijn een Protocol betreffende de wederzijdse douanebijstand en een Slotakte met verklaringen tot stand gebracht. Deze verklaringen betreffen de interpretatie van sommige verdragsbepalingen en zijn bedoeld om de uitvoering van het verdrag te vergemakkelijken.

IV. Artikelsgewijze toelichting

Preambule

De preambule bevat een opsomming van intenties en grondslagen die tezamen de context vormen van het verdrag. Hierbij wordt uitgegaan van de onafhankelijkheid en soevereiniteit van de republiek Tadzjikistan. Zo wordt er onder andere gerefereerd naar het belang van de « *rule of law* », het respect voor de mensenrechten, het vestigen van een meerpartijstelsel met vrije en democratische verkiezingen, de economische liberalisatie en de toekomstige toetreding van Tadzjikistan tot de Wereldhandelsorganisatie (WTO). Ook worden de bevordering van regionale samenwerking en stabiliteit, en het belang van investeringen in de energie- en watersector expliciet genoemd.

Tot slot worden door de verdragspartijen de strijd tegen illegale immigratie, internationaal georganiseerde misdaad, drugshandel en terrorisme als belangrijke samenwerkingsgebieden aangemerkt.

TITEL I

Algemene beginselen (artikelen 2 en 3)

Zoals gebruikelijk bij de voorgaande verdragen van de Europese Unie met derde landen, wordt ook in het onderhavige verdrag de eerbiediging van de mensenrechten als een essentieel onderdeel beschouwd. De na het uiteenvallen van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken ontstane onafhankelijke republieken dienen samen te werken in overeenstemming met het internationaal recht en in de geest van goed nabuurschap.

TITEL II

Politieke dialoog (artikelen 4 tot en met 6)

Op grond van deze artikelen wordt voorzien in een regelmatige politieke dialoog tussen de partijen, ook op ministerieel niveau. In navolging van de verdragen met Armenië, Azerbeïdzjan, Georgië, Kazachstan, Kirgizstan, Moldavië, Oekraïne, Oezbekistan, Rusland, Turkmenistan

sie et le Turkménistan, l'accord stipule explicitement que les parties s'efforceront de coopérer plus étroitement en vue de renforcer la stabilité et la sécurité, ainsi que dans des domaines concernant le respect des principes de la démocratie, la protection et la promotion des droits de l'homme.

Par ailleurs, une grande attention est portée à la nécessité de coopérer dans le domaine de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, notamment en souscrivant aux instruments internationaux pertinents et en mettant en place des systèmes efficaces de contrôle à l'exportation. La non-prolifération des armes de destruction massive fera partie du dialogue politique.

TITRE III

Echanges de marchandises (articles 7 à 16)

Articles 7 et 8

Ces dispositions sont identiques aux dispositions pertinentes des accords de partenariat précédents. Dans les échanges de marchandises, les Parties prendront comme point de départ le principe de la nation la plus favorisée, tel que défini à l'article I, paragraphe premier, de l'Accord général du 30 octobre 1947 sur les tarifs douaniers et le commerce, conclu le 30 octobre 1947 à Genève.

Le principe de la nation la plus favorisée implique que, si une préférence est accordée à un pays donné, cette préférence ne peut pas être refusée à un autre pays. Les exceptions habituelles dans le cadre du GATT peuvent être prises à l'égard de ce principe, par exemple, dans le cas où les parties décideraient l'établissement d'une zone de libre-échange ou d'une union douanière (article XXIV du GATT) ou qu'elles souhaiteraient, en tant que pays limitrophes, faciliter le trafic frontalier (article XXIV, troisième paragraphe, alinéa a, du GATT). Les exceptions permettent en outre que des préférences soient accordées à des pays bien déterminés, conformément aux règles de l'OMC et à d'autres conventions internationales en faveur des pays en développement.

Les dispositions du premier paragraphe de l'article 7 ne s'appliquent pas, pour une période de 5 ans après l'entrée en vigueur de l'accord, à des préférences octroyées par le Tadjikistan à d'autres anciennes républiques soviétiques. Ces préférences sont reprises à l'annexe I à l'accord. Tout comme dans les accords de partenariat précédents, les parties garantissent la liberté de transit des marchandises sur la base de l'article V du GATT, paragraphes 2 à 5.

Article 9

Sans préjudice des droits et obligations découlant des conventions internationales sur le transit de marchandises, chaque partie octroiera à l'autre partie l'exemption des

en Wit-Rusland, is in het onderhavige verdrag expliciet gesteld dat zal worden gestreefd naar nauwere samenwerking ter versterking van de stabiliteit en veiligheid, alsook inzake de naleving van democratische beginselen, de eerbiediging en bevordering van mensenrechten.

Voorts wordt veel aandacht besteed aan de noodzaak tot samenwerking op het gebied van het tegengaan van proliferatie van massavernietigingswapens, onder andere door het onderschrijven van de relevante internationale instrumenten en het in het leven roepen van effectieve exportcontroles. De non-prolifерatie van massavernietigingswapens zal deel uitmaken van de politieke dialoog.

Titel III

Handel in goederen (artikelen 7 tot en met 16)

Artikelen 7 en 8

Deze bepalingen zijn identiek aan de desbetreffende bepalingen in de voorafgaande partnerschapsakkoorden. Partijen zullen bij de handel in goederen uitgaan van het beginsel van meestbegunstiging, zoals neergelegd in artikel I, eerste lid, van de op 30 oktober 1947 te Genève totstandgekomen Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel.

Het meestbegunstigingbeginsel houdt in dat, indien aan een bepaald land een preferentie is verleend, deze preferentie niet aan een ander land onthouden mag worden. Op het beginsel kunnen de in het kader van de GATT gebruikelijke uitzonderingen worden gemaakt, bijvoorbeeld in het geval partijen zouden besluiten een vrijhandelszone of een douane-unie op te richten (artikel XXIV van de GATT) of als buurlanden de onderlinge grenshandel zouden willen vergemakkelijken (artikel XXIV, derde lid, onder a, van de GATT). De uitzonderingen laten ook toe dat er preferenties toegekend worden aan bepaalde landen, conform WTO-regels en andere internationale overeenkomsten ten gunste van ontwikkelingslanden.

De bepalingen in het eerste lid van artikel 7 zijn niet van toepassing op preferenties die Tadzjikistan heeft verleend aan andere voormalige Sovjet-republieken voor een periode van 5 jaar na de inwerkingtreding van dit verdrag. Deze preferenties zijn opgenomen in bijlage I bij het verdrag. Evenals in de voorgaande partnerschapsakkoorden wordt onder verwijzing naar artikel V van de GATT, tweede tot en met vijfde lid, de vrije doorvoer van goederen door de partijen gewaarborgd.

Artikel 9

Onverminderd de rechten en plichten die voortvloeien uit internationale conventies over doorvoer van goederen, zal elke partij de andere partij vrijstelling verlenen van im-

droits et taxes d'importation sur l'importation temporaire de marchandises.

Article 10

Tout comme dans les accords de partenariat précédents, il n'y a pas de restrictions quantitatives imposées à l'importation dans la Communauté de produits originaires du Tadjikistan. Les échanges de produits textiles (article 15) et le commerce des matières nucléaires (article 16) constituent encore des exceptions habituelles. Il va de soi que des mesures de sauvegarde prises conformément à l'article 12 peuvent également entraîner des restrictions quantitatives (ou des mesures de nature tarifaire visant à limiter l'importation). Concernant l'importation au Tadjikistan de produits originaires de la Communauté, les exceptions mentionnées ci-dessus ne sont reprises dans l'accord que dans la possibilité de mesures de sauvegarde figurant à l'article 12.

Article 11

Tout comme les accords de partenariat précédents, à l'exception de celui avec la Russie, l'accord comporte une clause qui stipule que les marchandises seront échangées aux prix du marché.

Article 12

L'accord contient la clause de sauvegarde conforme au GATT, à savoir que des mesures appropriées peuvent être prises lorsque les importations d'un produit donné sur le territoire de l'une des parties augmentent dans des proportions ou des conditions telles qu'elles causent ou risquent de causer un préjudice aux producteurs nationaux de produits similaires ou concurrentiels. Cet article contient également la disposition habituelle qui permet l'adoption, par les parties, de mesures antidumping ou compensatoires dans le cas de subventions non autorisées.

Article 13

Cet article crée la possibilité d'envisager l'ajustement des dispositions du Titre III de l'accord, et ce, à l'occasion de l'éventuelle adhésion du Tadjikistan à l'OMC.

Article 14

L'accord ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées notamment par des raisons de moralité publique, d'ordre public et de sécurité publique.

portheffingen en invoerrechten voor de tijdelijke invoer van goederen.

Artikel 10

Overeenkomstig de voorgaande partnerschapsakkoorden worden geen kwantitatieve beperkingen bij de invoer in de Gemeenschap van producten uit Tadzjikistan toegepast. Gebruikelijke uitzonderingen vormen nog de handel in textielproducten (artikel 15) en nucleair materiaal (artikel 16). Het spreekt voor zich dat ook vrijwaringsmaatregelen overeenkomstig artikel 12 tot kwantitatieve invoerbeperkingen kunnen leiden (of invoerbeperkende maatregelen van tarifaire aard). Voor wat betreft de invoer in Tadzjikistan van producten uit de Gemeenschap zijn bovengenoemde uitzonderingen in het verdrag enkel in de vrijwaringsmogelijkheid van artikel 12 opgenomen.

Artikel 11

Evenals de voorgaande partnerschapsakkoorden, met uitzondering van het partnerschapsakkoord met Rusland, bevat het onderhavige verdrag een clausule die inhoudt dat goederen tegen marktprijzen zullen worden verhandeld.

Artikel 12

Het verdrag bevat de GATT-conforme vrijwaringsclausule, namelijk dat passende maatregelen genomen kunnen worden wanneer een product op het grondgebied van één van de partijen wordt ingevoerd in dermate toegenomen hoeveelheden of onder dusdanige voorwaarden dat dit schade toebrengt of dreigt toe te brengen aan de binnelandse producenten van soortgelijke of concurrerende producten. Dit artikel bevat eveneens de gebruikelijke bepaling die partijen in staat stelt anti-dumpingmaatregelen te nemen of compenserende maatregelen in het geval ongeoorloofde subsidies worden gegeven.

Artikel 13

Dit artikel scheidt de mogelijkheid om de aanpassing van Titel III van het verdrag in overweging te nemen, dit naar aanleiding van de mogelijke toetreding van Tadzjikistan tot de WTO.

Artikel 14

Het verdrag vormt geen beletsel voor verboden of beperkingen op in-, uit- of doorvoer van goederen die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de bescherming van onder meer de openbare zedelijkheid, openbare orde en veiligheid.

Article 15

Les échanges de produits textiles sont régis par un accord bilatéral séparé. Après échéance dudit accord, les produits textiles seront intégrés dans l'accord examiné ici.

Article 16

Comme déjà signalé dans le commentaire de l'article 10, les matières nucléaires forment une exception à la règle relative à la suppression des restrictions quantitatives imposées à l'importation. Le commerce des matières nucléaires est régi par le Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique conclu, le 25 mars 1957, à Rome. Le cas échéant, le commerce des matières nucléaires pourra être régi par un accord entre EURATOM et le Tadjikistan.

TITRE IV

Dispositions relatives au commerce et aux investissements (articles 17 à 39)

CHAPITRE I

Conditions relatives à l'emploi (articles 17 à 19)

Le Conseil de coopération, composé de représentants des parties contractantes, formulera des recommandations pour la mise en œuvre de la disposition anti-discrimination à l'égard de travailleurs originaires des États membres de l'UE légalement résidents et employés au Tadjikistan, d'une part, et à l'égard de travailleurs originaires du Tadjikistan légalement résidents et employés dans un Etat membre de l'UE, d'autre part. Il examinera en outre les améliorations qui peuvent être apportées aux conditions de travail des hommes d'affaires.

CHAPITRE II

Conditions relatives à l'établissement et à l'activité des sociétés (articles 20 à 26)*Article 20*

Lors de l'établissement de sociétés du Tadjikistan sur le territoire de la Communauté, la Communauté et ses États membres accordent un traitement non moins favorable que le traitement accordé à des sociétés d'un pays tiers ou à leurs filiales.

Après l'établissement de ces sociétés, le traitement national est accordé à leur activité. Il existe quelques restrictions au traitement national; pour la Communauté, celles-ci sont fixées à l'annexe II de l'accord et portent, par exemple, sur l'exploitation minière, la pêche et l'achat de propriétés foncières. Pour l'établissement de sociétés et l'acti-

Artikel 15

De handel in textielproducten wordt geregeld in een aparte bilaterale overeenkomst. Na de beëindiging van deze overeenkomst, zullen de textielproducten deel uitmaken van het onderhavige verdrag.

Artikel 16

Zoals bij de toelichting op artikel 10 al is opgemerkt, vormt nucleair materiaal een uitzondering op de regel inzake de afschaffing van kwantitatieve invoerbepalingen. Handel in nucleair materiaal wordt geregeld door het op 25 maart 1957 te Rome totstandgekomen Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie. Indien nodig kan de handel in nucleair materiaal worden vastgelegd in een overeenkomst tussen EURATOM en Tadzjikistan.

TITEL IV

Bepalingen inzake handelsverkeer en investeringen (artikelen 17 tot en met 39)

HOOFDSTUK I

Arbeidsvoorwaarden (artikelen 17 tot en met 19)

De Samenwerkingsraad met daarin de vertegenwoordigers van de verdragspartijen zal aanbevelingen doen voor de implementatie van de anti-discriminatiebepaling gericht op werknemers uit EU-lidstaten die legaal verblijven en werkzaam zijn in Tadzjikistan enerzijds en werknemers uit Tadzjikistan die legaal verblijven en werkzaam zijn in een EU-lidstaat anderzijds. Tevens zal worden uitgezocht hoe de werkomstandigheden van zakenlieden kunnen worden verbeterd.

HOOFDSTUK II

Bepalingen inzake de vestiging en de exploitatie van ondernemingen (artikelen 20 tot en met 26)*Artikel 20*

Bij de vestiging in de Gemeenschap van ondernemingen uit Tadzjikistan kennen de Gemeenschap en haar lidstaten een behandeling toe die niet minder gunstig is dan de behandeling van ondernemingen of filialen daarvan uit enig derde land.

Na vestiging wordt bij de exploitatie van deze ondernemingen de nationale behandeling toegekend. Op de nationale behandeling bestaan enkele beperkingen die voor de Gemeenschap zijn vastgelegd in bijlage II bij het verdrag en betrekking hebben op bijvoorbeeld mijnbouw, visserij en aankoop van onroerend goed. Voor de vestiging van

tivité de filiales ou succursales communautaires sur le territoire du Tadjikistan, ce pays accordera le traitement le plus avantageux qu'il accorde à ses propres sociétés ou filiales ou à des sociétés ou filiales d'un pays tiers.

Article 21

Conformément à une pratique établie, les principes régissant l'établissement stipulés dans l'article qui précède ne s'appliquent pas aux transports aériens, fluviaux et maritimes. Cette exception n'est toutefois pas valable pour les agences maritimes exerçant des activités dans le domaine du transport maritime international. En fonction du type de traitement qui sera le meilleur, ces sociétés se verront accorder le traitement national ou un traitement non moins favorable que le traitement accordé à des pays tiers. L'article reprend une énumération non exhaustive des éventuelles activités des agences maritimes.

Article 22

Tout comme dans les accords de partenariat précédents, un certain nombre de notions sont définies pour l'application de l'accord, telles qu'une « société communautaire » et les « activités économiques », terme par lequel on entend également les professions libérales.

En ce qui concerne le transport maritime international, les ressortissants et compagnies de navigation établis hors du territoire des parties bénéficient également des dispositions visées aux chapitres II et III du titre IV de l'accord, à condition que les parties contractantes aient une participation majoritaire dans ces compagnies et que les navires soient immatriculés conformément aux législations de ces parties.

Article 23

Conformément à une pratique établie, les parties peuvent, dans le cadre de services financiers, adopter des mesures afin de générer la confiance souhaitée dans les systèmes financiers des parties. Pour plus de clarté, l'accord inclut une référence à l'annexe III de l'accord, où la notion de « services financiers » est définie plus clairement. L'annexe inclut quelques dispositions qui s'appliquent à des personnes ou à des sociétés étrangères qui veulent exercer une activité économique donnée au Tadjikistan.

Article 24

Tout comme dans les accords de partenariat précédents, il est stipulé dans cet article que les dispositions relatives

ondernemingen en exploitatie van dochterondernemingen en filialen uit de Gemeenschap in Tadzjikistan kent dit land de meest voordelige behandeling toe die ze aan eigen vennootschappen of filialen of aan vennootschappen of filialen uit enig derde land toekent.

Artikel 21

Zoals gebruikelijk zijn de in het voorgaande artikel neergelegde beginselen inzake vestiging niet van toepassing op het vervoer door de lucht, over de binnenwateren en over de zee. Deze uitzondering geldt echter niet voor scheepvaartondernemingen die activiteiten verrichten op het gebied van het internationale vervoer over zee. Aan deze ondernemingen wordt, naar gelang wat beter is, de nationale behandeling toegekend of een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling toegekend aan derde landen. In het artikel wordt een niet limitatieve opsomming gegeven van mogelijke activiteiten van scheepvaartondernemingen.

Artikel 22

Evenals in de voorgaande partnerschapsakkoorden, is voor de toepassing van het onderhavige verdrag een aantal begrippen gedefinieerd, zoals een « vennootschap uit de Gemeenschap » en « economische activiteiten », waaronder ook activiteiten zijn begrepen van personen die een vrij beroep uitoefenen.

Wat het internationale vervoer over zee betreft, zijn ook buiten het grondgebied van de partijen gevestigde onderdanen en scheepvaartondernemingen begunstigen van de bepalingen in hoofdstuk II en III van titel IV van dit verdrag, mits de verdragspartijen een meerderheidsbelang in die ondernemingen hebben en de vaartuigen van die ondernemingen geregistreerd zijn volgens de voorschriften van die partijen.

Artikel 23

Zoals gebruikelijk kunnen de partijen in het kader van de financiële dienstverlening maatregelen nemen met het oog op het gewenste vertrouwen in de financiële stelsels van de partijen. In het onderhavige verdrag is voor de duidelijkheid een verwijzing opgenomen naar bijlage III bij het verdrag waar het begrip « financiële diensten » nader gedefinieerd wordt. In die bijlage worden enkele bepalingen gegeven die van toepassing zijn op buitenlandse personen en vennootschappen die een bepaalde economische activiteit in Tadzjikistan willen ontplooiën.

Artikel 24

Evenals in de voorgaande partnerschapsakkoorden wordt in dit artikel bepaald dat de bepalingen inzake ves-

à l'établissement ne pourront être détournées par les sociétés originaires de pays tiers en vue d'avoir accès au marché des parties. En pareil cas, les parties pourront prendre des mesures.

Article 25

Cet article contient des dispositions relatives au droit de la filiale établie sur le territoire de l'une des parties d'employer du personnel de la société mère. Ce droit est limité aux travailleurs faisant partie du « personnel de base » défini au paragraphe 2.

Cette restriction est encore répétée dans un sens général à l'article 37, en précisant que les chapitres II (établissement), III (services), IV (dispositions générales) du titre IV ne peuvent être interprétés comme donnant quelque droit de séjour que ce soit, notamment pour ce qui est des travailleurs autres que ceux faisant partie du personnel de base.

Article 26

Conformément à une pratique établie dans les accords de partenariat, la clause dite de « *standstill* » (*statu quo*) reflète simplement la volonté des parties de ne pas rendre les conditions d'établissement et d'exploitation de sociétés plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour précédant la date de la signature de l'accord. Il y a exception à ce « *standstill* » quand une des parties adhère à l'Accord instituant l'organisation mondiale du commerce (OMC), conclu le 15 avril 1994 à Marrakech, et à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) qui en relève et qu'il en ressort que l'accord offre des conditions plus avantageuses que celles accordées par cette partie aux membres de l'AGCS. Ce traitement plus avantageux pourrait être en contradiction avec le principe du traitement de la nation la plus favorisée visé dans l'AGCS. Dans ce cas, il y aura lieu d'adapter les conditions au niveau (en l'occurrence plus restrictif) de l'AGCS (voir pour cette adaptation le commentaire pour l'article 34). Le Tadjikistan informera la Communauté quand des mesures plus restrictives sont envisagées. La Communauté pourra demander d'engager des consultations sur ces mesures envisagées. Dans ce contexte, le Tadjikistan s'engagera en outre à informer la Communauté des modifications envisagées de la législation pertinente.

Si une législation plus restrictive est introduite, celle-ci ne s'appliquera pas pendant une période de trois ans aux filiales et succursales communautaires déjà établies.

tiging door ondernemingen uit derde landen niet zullen worden misbruikt om toegang te krijgen tot de markt van partijen. De partijen kunnen in een dergelijk geval maatregelen nemen.

Artikel 25

Dit artikel bevat bepalingen inzake het recht om personeel van het moederbedrijf in dienst te stellen van de dochteronderneming die gevestigd is op het grondgebied van een van de partijen. Dit recht is beperkt tot werknemers in zogenoemde sleutelposities, zoals gedefinieerd in het tweede lid.

Deze beperking wordt in artikel 37 nogmaals in algemene zin herhaald door te bepalen dat aan de hoofdstukken II (vestiging), III (diensten), IV (algemene bepalingen) van titel IV geen recht kan worden ontleend op het verblijf van onder meer werknemers anders dan in een sleutelpositie.

Artikel 26

Zoals gebruikelijk in partnerschapsakkoorden houdt de zogenoemde « *standstill* »-bepaling slechts een streven in van de partijen om de voorwaarden van vestiging en exploitatie van ondernemingen niet restrictiever te maken dan op de dag, voorafgaande aan de datum van ondertekening van het verdrag. Een uitzondering op deze « *standstill* » ontstaat wanneer een van de partijen toetreedt tot de op 15 april 1994 te Marrakesh totstandgekomen Overeenkomst tot oprichting van de Wereldhandelsorganisatie (WTO) en de daaronder vallende Algemene Overeenkomst inzake de handel in diensten en waardoor blijkt dat het onderhavige verdrag gunstiger voorwaarden biedt dan door die partij verleend aan GATS-leden. Deze betere behandeling zou strijdig zijn met het beginsel van meestbegünstiging onder de GATS. In dat geval moeten de voorwaarden worden aangepast aan het (dan restrictievere) GATS-niveau (zie voor deze aanpassing de toelichting op artikel 34). Tadjikistan zal de Gemeenschap informeren wanneer restrictievere maatregelen worden voorgenomen. De Gemeenschap kan over deze voorgenomen maatregelen overleg vragen. Tevens zegt Tadjikistan hierin toe de Gemeenschap in kennis te stellen van voorgenomen wijzigingen van relevante regelgeving.

Indien restrictievere wetgeving wordt ingevoerd, zal deze voor een periode van drie jaar niet van toepassing zijn op reeds gevestigde dochterondernemingen en filialen van ondernemingen uit de Gemeenschap.

CHAPITRE III
Prestations transfrontalières de services entre la
Communauté et la République du Tadjikistan
(articles 27 à 30)

Articles 27 et 28

Les parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour autoriser progressivement la prestation transfrontalières de services. Elles coopéreront en vue de développer un secteur des services obéissant aux lois du marché.

Article 29

Aux termes de cet article, les parties s'engagent à appliquer le principe du libre accès au marché et au trafic sur une base commerciale. Il n'est pas porté atteinte aux droits et obligations contractés dans le cadre de la Convention relative à un code de conduite des conférences maritimes, conclue le 6 avril 1974 à Genève.

Article 30

Des accords séparés peuvent être conclus en ce qui concerne l'accès réciproque au marché et la prestation de services de transport par route, rail et voie navigable et, le cas échéant, de transport aérien.

CHAPITRE IV
Dispositions générales (articles 31 à 37)

Article 31

Des limitations aux dispositions du titre IV (Dispositions relatives au commerce et aux investissements) sont autorisées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique.

Ces dispositions ne s'appliquent pas davantage aux activités liées à l'exercice de la puissance publique. Une exception analogue est également incluse dans l'article 14 concernant l'importation, l'exportation ou le transit de marchandises.

Article 32

Concernant l'admission et le séjour, l'emploi, les conditions de travail, l'établissement de personnes physiques et la prestation de services, la législation nationale reste applicable.

HOOFDSTUK III
Grensoverschrijdend dienstenverkeer tussen de
Gemeenschap en de Republiek Tadzjikistan
(artikelen 27 tot en met 30)

Artikelen 27 en 28

Partijen verbinden zich ertoe de nodige stappen te nemen om het grensoverschrijdend dienstenverkeer geleidelijk mogelijk te maken. Zij zullen samenwerken met het oog op de ontwikkeling van een marktgerichte dienstensector.

Artikel 29

Ingevolge dit artikel verplichten de partijen zich tot de toepassing van het principe van onbeperkte toegang tot de internationale maritieme markt en het vervoer op commerciële basis. De rechten en verplichtingen die in het kader van het op 6 april 1974 te Genève tot stand gekomen Verdrag inzake een gedragscode voor lijnvaartconferenties zijn aangegaan, worden niet aangetast.

Artikel 30

Over de wederzijdse toegang tot de markten en het verlenen van diensten met betrekking tot het vervoer over de weg, per spoor en over de binnenwateren, en eventueel het luchtvervoer, kunnen afzonderlijke verdragen worden gesloten.

HOOFDSTUK IV
Algemene bepalingen (artikelen 31 tot en met 37)

Artikel 31

Beperkingen op de bepalingen van titel IV (Bepalingen inzake handelsverkeer en investeringen) zijn mogelijk uit hoofde van de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid.

Evenmin zijn de bepalingen van titel IV van toepassing op werkzaamheden die verband houden met de uitoefening van het openbaar gezag. Een soortgelijke uitzondering is eveneens neergelegd in artikel 14 met betrekking tot de in-, uit- en doorvoer van goederen.

Artikel 32

Met betrekking tot de toelating en het verblijf, het verrichten van werk, de arbeidsvoorwaarden, de vestiging van natuurlijke personen en het verrichten van diensten blijft de nationale wetgeving van toepassing.

Article 33

Les dispositions du titre IV, hormis celles visées au Chapitre I, sont également applicables aux « entreprises conjointes ». Le chapitre I porte sur les conditions de travail et ne traite pas des entreprises ou des entreprises conjointes. Un autre régime que celui concernant l'établissement d'entreprises s'applique en effet aux travailleurs, à savoir celui du traitement national (conforme au droit du travail).

Articles 34 et 35

Suite à l'entrée en vigueur de l'AGCS, la Communauté ne peut accorder aux pays tiers (en l'occurrence au Tadjikistan) de traitement plus favorable que celui accordé conformément aux dispositions de l'AGCS. Ceci serait en contradiction avec l'article II de l'AGCS relatif au traitement de la nation la plus favorisée.

L'accord avec le Tadjikistan n'empêche pas l'une des parties de conclure avec d'autres pays, dans le cadre de traités d'« intégration économique » au sens de l'article V de l'AGCS, des accords de libéralisation plus favorables ou allant plus loin sur le point de l'établissement et des prestations transfrontalières de services. Dans ce cas, ils pourront déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 36

Tout comme dans les accords de partenariat précédents, le principe du traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux avantages fiscaux que les parties accordent ou accorderont à l'avenir sur la base d'accords visant à éviter la double imposition ou d'autres arrangements fiscaux. L'accord examiné ici n'empêche pas les parties d'adopter, soit dans leurs conventions en matière de double imposition soit dans leur législation fiscale nationale, des mesures visant à éviter l'évasion fiscale. Elles ne sont pas davantage empêchées d'établir une distinction, dans l'application de leur législation fiscale entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans des situations identiques, notamment en ce qui concerne leur lieu de résidence.

Article 37

Pas plus que les accords de partenariat précédents, l'accord examiné ici ne donne aux individus le droit d'entrer ou de rester sur le territoire de l'autre partie ou à des succursales, des filiales et des entreprises le droit d'employer des personnes de l'autre partie ou de conclure avec eux des contrats d'emploi temporaires.

Artikel 33

De bepalingen van titel IV, uitgezonderd hoofdstuk I, zijn eveneens van toepassing op « *joint ventures* ». Hoofdstuk I heeft betrekking op arbeidsvoorwaarden en handelt niet over bedrijven of *joint ventures*. Voor werknemers geldt uiteraard een ander regime dan voor de vestiging van bedrijven, namelijk die van nationale (arbeidsrechtelijke) behandeling.

Artikelen 34 en 35

Na de inwerkingtreding van de GATS kan de Gemeenschap aan derde landen (*in casu* Tadjikistan) geen gunstiger behandeling geven dan deze onder de GATS verleend. Dit zou strijdig zijn met artikel II van de GATS inzake meestbegunstiging.

Het onderhavige verdrag met Tadjikistan verhindert niet dat één der partijen gunstiger of verdergaande liberalisatieafspraken maakt op het punt van vestiging en het grensoverschrijdend dienstenverkeer met andere landen in het kader van verdragen inzake « economische integratie » in de zin van artikel V van de GATS. In dat geval kunnen zij afwijken van het beginsel van meestbegunstiging.

Artikel 36

Overeenkomstig de voorgaande partnerschapsakkoorden geldt het meestbegunstigingsprincipe niet voor de belastingvoordelen die de partijen elkaar nu toekennen of in de toekomst zullen toekennen op grond van verdragen ter voorkoming van de dubbele belasting of andere belastingregelingen. Partijen worden door het onderhavige verdrag niet belet om, hetzij in hun belastingverdragen hetzij in hun nationale belastingwetgeving, maatregelen te nemen gericht op het voorkomen van het ontduiken van belastingheffing. Evenmin worden zij belet om bij de toepassing van hun fiscale wetgeving een onderscheid te maken tussen belastingplichtigen die zich niet in gelijke omstandigheden bevinden, met name wat betreft hun woonplaats.

Artikel 37

Evenmin als de voorgaande partnerschapsakkoorden verschafft het onderhavige verdrag aan personen het recht van toegang tot en verblijf op het grondgebied van de andere partij of aan dochterondernemingen, filialen en ondernemingen het recht tot het in dienst hebben van personen uit de andere partij dan wel met hen een tijdelijke arbeidsovereenkomst aan te gaan.

CHAPITRE V

Paielements courants et capitaux (article 38)

L'article 38 prévoit une certaine libéralisation à l'égard du compte courant de la balance des paiements. Il est stipulé que les parties s'engagent à libéraliser les paiements dans la mesure où ceux-ci sont liés à la circulation de marchandises, de services ou de personnes conformément aux dispositions de l'accord. Une certaine libéralisation est en outre prévue en ce qui concerne la balance des opérations en capitaux.

La libre circulation des capitaux est assurée en ce qui concerne les investissements directs effectués dans des entreprises constituées conformément au droit du pays hôte et les investissements effectués conformément aux dispositions de l'accord. La circulation des capitaux est en outre libéralisée dans le cadre de la liquidation des investissements effectués et du rapatriement des bénéficiaires. À partir de l'entrée en vigueur de l'accord, il ne sera plus introduit de nouvelles restrictions affectant les mouvements de capitaux et les paiements et les arrangements existants ne seront pas rendus plus restrictifs. L'accord prévoit la concertation entre les parties en vue de faciliter la circulation de capitaux non liés à des investissements directs. Jusqu'à l'instauration de la convertibilité totale de la monnaie conformément à l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international, entrés en vigueur le 27 décembre 1945 à Washington, des restrictions de change liées à l'octroi ou à l'obtention de crédits financiers à court et moyen termes pourront être appliquées dans des circonstances exceptionnelles. Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, de graves difficultés menacent le fonctionnement de la politique de change ou de la politique monétaire, chacune des parties pourra prendre, pendant une période ne dépassant pas six mois, des mesures de sauvegarde en ce qui concerne les mouvements de capitaux et les paiements.

CHAPITRE VI

Protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale (article 39)

Conformément à une pratique établie, il a été convenu avec le Tadjikistan que, pendant une période de transition de cinq années suivant l'entrée en vigueur de l'accord, les parties s'accordent mutuellement un niveau de protection similaire des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

Une déclaration commune jointe à l'Acte final, relative à l'article 39, décrit (de manière non exhaustive) ce que l'on entend par ces droits. Un niveau de protection similaire peut notamment être obtenu par l'adhésion des parties à un certain nombre de conventions multilatérales en matière de droits de propriété intellectuelle. Ces conventions sont reprises à l'annexe IV de l'accord. Chaque partie peut en outre recommander à l'autre d'autres conventions multilatérales. Il ressort également de l'annexe que les parties s'accordent

HOOFDSTUK V

Betalings- en kapitaalverkeer (artikel 38)

Artikel 38 voorziet in een zekere liberalisering ten aanzien van de lopende rekening van de betalingsbalans. Bepaald wordt dat de partijen zich verplichten om betalingen te liberaliseren voorzover deze betrekking hebben op het verkeer van goederen, diensten of personen in overeenstemming met de bepalingen van het verdrag. Verder wordt voorzien in enige liberalisering ten aanzien van de kapitaalrekening van de betalingsbalans.

Vrij kapitaalverkeer wordt mogelijk gemaakt met betrekking tot directe investeringen in ondernemingen opgericht volgens het recht van het land van vestiging en investeringen die in overeenstemming zijn met het verdrag. Tevens wordt het kapitaalverkeer vrijgemaakt dat samenhangt met het te gelde maken van gedane investeringen en het repatriëren van winsten. Vanaf de inwerkingtreding van het verdrag zullen geen nieuwe beperkingen op het betalings- en kapitaalverkeer worden ingevoerd en zullen bestaande beperkingen niet restrictiever worden gemaakt. Het verdrag voorziet in overleg tussen de partijen over het bevorderen van kapitaalverkeer, niet verbonden met directe investeringen. Totdat sprake is van volledig convertibele valuta overeenkomstig artikel VIII van de op 27 december 1945 te Washington tot stand gekomen Artikelen der Overeenkomst van het Internationale Monetair Fonds, kunnen onder uitzonderlijke omstandigheden deviezenbeperkingen worden toegepast ten aanzien van het verlenen of opnemen van financieel krediet op korte of middellange termijn. Wanneer onder uitzonderlijke omstandigheden ernstige moeilijkheden dreigen voor de toepassing van het wisselkoersbeleid of het monetaire beleid, kan elk van de partijen vrijwaringsmaatregelen nemen met betrekking tot het betalings- en kapitaalverkeer voor een periode van niet meer dan zes maanden.

HOOFDSTUK VI

Bescherming van intellectuele, industriële en commerciële eigendom (artikel 39)

Zoals gebruikelijk is met Tadzjikistan overeengekomen dat binnen een overgangperiode van vijf jaar na de inwerkingtreding van het verdrag de partijen elkaar een gelijkwaardig niveau van bescherming bieden van de intellectuele, industriële en commerciële eigendomsrechten.

In een gemeenschappelijke verklaring bij de Slotakte is met betrekking tot artikel 39 (niet limitatief) omschreven wat onder deze rechten wordt verstaan. Een gelijkwaardig niveau van bescherming kan worden bereikt door onder meer de toetreding door de partijen tot een aantal multilaterale verdragen inzake intellectuele eigendomsrechten. Deze verdragen zijn opgenomen in bijlage IV bij het verdrag. Partijen kunnen elkaar ook andere multilaterale verdragen aanbevelen. Uit de bijlage blijkt tevens dat de par-

mutuellement le traitement le plus favorable sur le plan de la reconnaissance et de la protection de la propriété intellectuelle. Les exceptions à cette disposition sont les éventuels avantages accordés sur la base d'arrangements entre le Tadjikistan et d'autres républiques ex-soviétiques ou des avantages accordés sur une base de réciprocité effective.

TITRE V
Coopération en matière législative
(*article 40*)

Le Tadjikistan mettra tout en œuvre pour assurer que sa législation soit progressivement rendue compatible avec la législation communautaire. Le rapprochement des législations s'étend en particulier aux domaines suivants : législation douanière, droit des sociétés, législation sur les services bancaires, les services financiers, les règles de concurrence et les marchés publics. La Communauté fournira dans ce contexte une assistance technique. Par ailleurs, les parties examineront les moyens d'appliquer leurs règles de concurrence respectives de façon concertée dans le cas où les échanges entre les parties sont affectés.

TITRE VI
Coopération socio-économique
(*articles 41 à 65*)

Article 41

La coopération économique sera axée sur la promotion du processus de réforme, sur un développement durable et sur le renforcement des liens économiques existants avec la Communauté. Le cas échéant, la Communauté accordera une assistance technique au moyen du programme Tacis (Règlement (Euratom, CE) n° 1279/96 du Conseil, du 25 juin 1996 relatif à la fourniture d'une assistance aux nouveaux États indépendants et de la Mongolie dans l'effort d'assainissement et de redressement de leur économie). La coopération se concentrera essentiellement sur le développement économique et social, le développement des ressources humaines, l'appui aux entreprises, l'agriculture et le secteur alimentaire, l'énergie (y compris l'hydro-électricité), la gestion de l'eau, la sécurité nucléaire civile, la santé, la lutte contre la pauvreté, le transport, les services postaux, les communications électroniques, le tourisme, la protection de l'environnement, la coopération régionale (notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue) et la « gestion des frontières ».

Articles 42 à 65

Ces articles traitent plus en détail tous les domaines de coopération visés à l'article 41. Ils décrivent les cadres dans lesquels la coopération se déroulera et les réglementations et normes internationales applicables. Les réformes, la modernisation, la mise au point d'une réglementation adé-

tijen elkaar meestbegunstiging verlenen bij de erkenning en de bescherming van intellectuele eigendom. Uitzonderingen hierop zijn eventuele voordelen op grond van regelingen tussen Tadjikistan en andere voormalige Sovjet-republieken, dan wel voordelen die zijn gebaseerd op effectieve reciprociteit.

TITEL V
Samenwerking op het gebied van de wetgeving
(*artikel 40*)

Tadjikistan zal het nodige doen om ervoor te zorgen dat zijn wetgeving geleidelijk in overeenstemming wordt gebracht met die van de Gemeenschap. De harmonisatie van de wetgeving omvat in het bijzonder de volgende terreinen : douanewetgeving, vennootschapsrecht, bankrecht, financiële diensten, mededingingsregels en openbare aanbestedingen. De Gemeenschap verleent daarbij technische assistentie. Ook zoeken de partijen naar methoden om de toepassing van hun respectieve concurrentievoorschriften, voor zover de onderlinge handel erdoor wordt beïnvloed, te coördineren.

TITEL VI
Sociaal-economische samenwerking
(*artikelen 41 tot en met 65*)

Artikel 41

De economische samenwerking zal gericht zijn op de bevordering van het hervormingsproces, op een duurzame ontwikkeling en op de versterking van de economische banden met de Gemeenschap. Waar nodig zal de Gemeenschap technische assistentie verlenen middels het Tacis-programma (Verordening (Euratom, EG) nr. 1279/96 van de Raad van 25 juni 1996 betreffende bijstand aan de Nieuwe Onafhankelijke Staten en Mongolië bij de sanering en het herstel van de economie). De samenwerking zal zich vooral richten op de economische en sociale ontwikkeling, de ontwikkeling van het menselijk potentieel, de steun voor ondernemingen, de landbouw en de levensmiddelensector, de energie (inclusief hydro-elektriciteit), het waterbeheer, de civiele nucleaire veiligheid, de gezondheid, de armoedebestrijding, het transport, de postdiensten, de elektronische communicatie, het toerisme, de milieubescherming, de regionale samenwerking (onder andere op het gebied van bestrijding van drugsmokkel) en het « bordermanagement ».

Artikelen 42 tot en met 65

Deze artikelen gaan uitgebreider in op alle in artikel 41 genoemde samenwerkingsgebieden. Ze schetsen de kaders waarbinnen de samenwerking plaats zal vinden en welke internationale regelgeving en standaarden van toepassing zijn. Een centrale plaats binnen alle artikelen wordt inge-

quate, le renforcement des capacités et les investissements sont autant de domaines d'action dont la nécessité est soulignée dans tous les articles.

L'article 63 relatif à la coopération douanière renvoie au protocole en matière douanière, joint à l'accord. Le protocole comprend quelques définitions telles que, entre autres, celle des « données à caractère personnel », et décrit les possibilités, les procédures et la forme sous laquelle doit s'effectuer l'échange réciproque des données. Des dispositions importantes concernent le respect du secret et la condition que, lors de l'échange de données, le niveau de protection de la partie qui les reçoit soit équivalent à celui de la partie qui les fournit.

Les renseignements recueillis ne doivent être utilisés qu'aux fins dudit protocole. Les dispositions du protocole ne portent pas atteinte aux obligations contractées en vertu d'autres accords et complètent les accords d'assistance mutuelle en matière douanière qui ont été ou pourront être conclus entre les Etats membres et le Tadjikistan. En cas d'incompatibilité, les dispositions du protocole l'emportent sur les dispositions des accords douaniers bilatéraux. Les questions d'applicabilité du protocole sont soumises au Comité de coopération.

TITRE VII

Coopération dans les domaines relatifs à la démocratie et aux droits de l'homme (article 66)

Ce titre prévoit la coopération dans les domaines relatifs à la démocratie et aux droits de l'homme. La coopération prend essentiellement forme au travers de programmes d'assistance technique et se fonde sur les articles 2 et 4 de l'accord. Les échanges entre le pouvoir judiciaire, les parlementaires et les organisations non gouvernementales sont encouragés.

TITRE VIII

Coopération dans le domaine de la prévention des activités illégales et de la prévention et du contrôle de l'immigration clandestine (articles 67 à 71)

Articles 67 à 69

Ces articles concernent respectivement la prévention d'activités illégales (article 67), plus spécialement le blanchiment d'argent (article 68) et la production et le trafic de stupéfiants (article 69).

Les transactions illégales incluent le trafic illicite d'armes. L'article relatif aux stupéfiants fait référence aux normes adoptées par la Communauté et les instances internationales concernées, telles que celles du « Groupe d'action sur les produits chimiques » (*Chemical Action task force*, CATF), en ce qui concerne le contrôle des précurseurs chi-

nomen door de vermelding van de noodzaak tot hervormingen, modernisering, het opstellen van deugdelijke regelgeving, capaciteitsopbouw en investeringen.

In artikel 63 inzake douanesamenwerking wordt verwezen naar het Douaneprotocol bij het verdrag. Het protocol omschrijft enkele definitives, zoals onder andere die van « persoonsgegevens », en het beschrijft de mogelijkheden, de procedures en de vorm voor onderlinge gegevensuitwisseling. Belangrijke bepalingen betreffen de geheimhoudingsplicht en de voorwaarde dat bij de uitwisseling van gegevens het niveau van bescherming van de ontvangende partij gelijk is aan dat van de verstreckende partij.

Verkregen informatie mag uitsluitend gebruikt worden voor de in het onderhavige protocol omschreven doeleinden. De bepalingen uit het protocol doen geen afbreuk aan verplichtingen krachtens andere verdragen en zijn complementair aan verdragen inzake wederzijdse bijstand in douanezaken die tussen lidstaten en Tadzjikistan afgesloten zijn of afgesloten kunnen worden. In geval van onverenigbaarheid prevaleren de bepalingen uit het protocol boven bilaterale douaneverdragen. Over de kwesties betreffende de toepasselijkheid van het protocol beslist het Samenwerkingscomité.

TITEL VII

Samenwerking op het gebied van democratie en de mensenrechten (artikel 66)

Deze titel voorziet in samenwerking op het gebied van democratie en mensenrechten. De samenwerking krijgt voornamelijk gestalte in programma's voor technische bijstand en sluit aan op de artikelen 2 en 4 van het verdrag. Uitwisselingen tussen de rechterlijke macht, parlementsleden en niet-gouvernementele organisaties worden gestimuleerd.

TITEL VIII

Samenwerking bij de preventie van illegale activiteiten en de preventie van en controle op illegale immigratie (artikelen 67 tot en met 71)

Artikelen 67 tot en met 69

Deze artikelen hebben respectievelijk betrekking op het voorkomen van illegale activiteiten (artikel 67), in het bijzonder het witwassen van geld (artikel 68) en de productie van en handel in verdovende middelen (artikel 69).

Onder illegale transacties wordt mede de illegale wapenhandel begrepen. In het artikel met betrekking tot de verdovende middelen wordt verwezen naar de door de Gemeenschap en de desbetreffende internationale autoriteiten erkende normen, zoals die van de « *Chemical Action Task Force* (CATF) », wat betreft de controle op precursoren en

miques et d'autres substances essentielles utilisées pour la production illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Article 70

Cet article décrit la coopération en matière d'immigration et, notamment, la lutte contre l'immigration clandestine.

Le troisième paragraphe comprend une clause relative au retour et à la réadmission. Les parties s'engagent mutuellement à réadmettre, sans autres formalités, leurs propres ressortissants présents illégalement sur le territoire du Tadjikistan ou sur le territoire d'un État membre de l'Union Européenne.

Par ailleurs, la disposition stipule que les parties concluent un accord séparé régissant les obligations spécifiques dans le domaine de la réadmission, et comportant la réadmission des ressortissants d'autres pays et des apatrides.

Aussi longtemps que pareil accord ne sera pas conclu dans le cadre de l'UE, un État membre de l'UE pourra, à la demande et vu la déclaration afférente à l'article 70 figurant dans l'Acte final, conclure avec le Tadjikistan un accord bilatéral relatif au retour et à la réadmission.

Le troisième paragraphe de l'article 70 est rédigé dans la ligne du texte type formulé par l'UE dans le cadre de la clause de retour et de réadmission. Au cours du Conseil « Justice et affaires intérieures » (JAI) de décembre 1999, il a été décidé qu'il y avait lieu d'inclure une clause de retour et de réadmission dans les accords de la Communauté européenne, en ce compris les accords mixtes. La base juridique à cet effet est l'article 63, sous 3, alinéa b, du Traité instituant la communauté européenne.

Article 71

Cet article contient la clause type de l'UE relative à l'« anti-terrorisme ». La décision d'inclure cette clause dans les accords avec les pays tiers a été prise en avril 2002 dans le cadre de l'UE. Les parties coopéreront en matière de prévention et d'élimination du terrorisme sur la base, notamment, de la Résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations unies, d'autres résolutions des Nations unies (ce qui n'exclut pas toute résolution à venir) et des conventions internationales. Les parties se transmettront mutuellement, en accord avec le droit international et national, des informations sur les groupes terroristes et leurs réseaux. Enfin, les parties échangeront leurs vues et leurs expériences en ce qui concerne la prévention et la lutte contre le terrorisme.

andere essentiële stoffen die gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen of psychotrope stoffen.

Artikel 70

Dit artikel beschrijft de samenwerking op het gebied van migratie, waaronder de bestrijding van illegale migratie.

Het derde lid bevat een terug- en overnameclausule. De partijen verplichten zich wederzijds tot het zonder verdere formaliteiten terugnemen van eigen onderdanen die zich illegaal op respectievelijk het grondgebied van Tadjikistan of op het grondgebied van een der lidstaten van de Europese Gemeenschap bevinden.

In de bepaling wordt tevens overeengekomen dat de partijen een aparte overeenkomst sluiten over nadere specifieke verplichtingen op het gebied van terugname, met inbegrip van de overname van onderdanen van andere landen en statenloze personen.

Zolang in EU-verband een dergelijk verdrag niet is gesloten, kan een EU-lidstaat op verzoek en gelet op de bij artikel 70 behorende verklaring in de Slotakte bilateraal een terug- en overnameverdrag met Tadjikistan sluiten.

Het derde lid van artikel 70 is opgesteld in de lijn van de standaardtekst die de EU met betrekking tot de terug- en overnameclausule heeft geformuleerd. Tijdens de Raad Justitie en Binnenlandse Zaken van december 1999 is besloten dat in verdragen van de Europese Gemeenschap, met inbegrip van gemengde akkoorden, een terug- en overnameclausule dient te worden opgenomen. De rechtsbasis daarvoor is artikel 63, onder 3, onderdeel b, van het EG-verdrag.

Artikel 71

Dit artikel bevat de standaard EU « anti-terrorisme »-clausule. Tot het opnemen van deze clausule in overeenkomsten met derde landen werd in april 2002 in EU-kader besloten. Partijen zullen samenwerken inzake de preventie en uitbanning van terrorisme op basis van onder meer VN-Veiligheidsresolutie 1373, andere VN-resoluties (waarmee toekomstige resoluties niet zijn uit-gesloten) en internationale overeenkomsten. Partijen zullen elkaar van informatie voorzien over terroristische groeperingen en hun netwerken, overeenkomstig het nationaal en internationaal recht. Tot slot wisselen partijen gezichtspunten en ervaringen uit ten aanzien van het voorkomen en tegengaan van terrorisme.

TITRE IX
Coopération culturelle (article 72)

L'accord prévoit une coopération dans le domaine de la culture.

Cette coopération peut en outre s'inscrire dans le cadre de programmes de coopération culturelle existants de la Communauté et de ceux de ses États membres.

TITRE X
Coopération financière (articles 73 à 76)

Conformément à la pratique existante en ce qui concerne la fourniture d'une assistance technique aux républiques de l'ex-URSS, il est confirmé dans ce Titre que le Tadjikistan peut bénéficier de cette assistance. Comme c'est le cas aujourd'hui, cette assistance sera accordée sous forme de dotations dans le cadre du programme Tacis. Une attention particulière sera portée à la coordination des différents instruments d'assistance et au lien entre les différents types d'aide communautaire. La lutte contre la pauvreté sera intégrée aux programmes communautaires. La définition du programme, incluant les priorités établies, a lieu dans une étroite coopération entre la Communauté et le pays bénéficiaire. Enfin, par analogie avec les accords de partenariat précédents, il est stipulé que la fourniture de l'assistance de la Communauté se fera en coordination étroite avec les autres donateurs afin d'optimiser l'efficacité de l'aide.

TITRE XI
Dispositions institutionnelles, générales et finales (articles 77 à 101)

Les dispositions au titre XI sont identiques aux dispositions en la matière dans les accords de partenariat précédents. Ainsi, dans l'accord examiné ici, il est également institué un Conseil de coopération, un comité de coopération et une commission parlementaire de coopération.

D'autres dispositions importantes concernent la procédure pour le règlement des différends, la protection des intérêts essentiels en matière de sécurité ainsi qu'une clause de non-discrimination.

Les annexes jointes à l'accord en font partie intégrante. Ces annexes sont de nature technique ou à caractère exécutif, étant donné qu'elles contiennent des règles procédurales, descriptives ou techniques, qui forment un développement des articles de l'accord auxquels elles font référence.

TITEL IX
Culturele samenwerking (artikel 72)

In het onderhavige verdrag wordt voorzien in samenwerking op het gebied van cultuur.

Deze samenwerking kan tevens worden geplaatst in het kader van bestaande culturele samenwerkingsprogramma's van de Gemeenschap en de lidstaten.

TITEL X
Financiële samenwerking (artikelen 73 tot en met 76)

Overeenkomstig de bestaande praktijk met betrekking tot het verlenen van technische assistentie aan de republieken van de voormalige USSR, wordt in deze titel bevestigd dat Tadzjikistan hiervoor in aanmerking komt. Deze assistentie zal, net als nu het geval is, worden verstrekt in de vorm van subsidies onder het Tacis-programma. Bijzondere aandacht zal er zijn voor de coördinatie van de verschillende hulpinstrumenten en het verband tussen de verschillende typen van assistentie door de Gemeenschap. Armoedebestrijding zal worden opgenomen in de Gemeenschapsprogramma's. De vaststelling van het programma, met de daarin opgenomen prioriteitsstelling, vindt plaats in nauwe samenwerking tussen de Gemeenschap en het ontvangende land. Naar analogie van de voorgaande partnerschapsakkoorden wordt ten slotte gesteld dat het verstreken van de bijstand door de Gemeenschap nauw gecoördineerd zal worden met andere donoren teneinde de effectiviteit van de hulp te optimaliseren.

TITEL XI
Institutionele, algemene en slotbepalingen (artikelen 77 tot en met 101)

De bepalingen in titel XI zijn identiek aan de desbetreffende bepalingen in de voorgaande partnerschapsakkoorden. Zo wordt ook in het onderhavige verdrag een Samenwerkingsraad, een Samenwerkingscomité en een Parlementair Samenwerkingscomité ingesteld.

Andere belangrijke bepalingen betreffen de geschillenbeslechtingsprocedure, de bescherming van de essentiële veiligheidsbelangen alsmede een non-discriminatieclausule.

De bijlagen bij het verdrag vormen een integraal bestanddeel daarvan. Deze bijlagen zijn van technische of uitvoerende aard, aangezien zij procedurele, beschrijvende of technische regels bevatten, die een nadere uitwerking vormen van de verdragsartikelen waarop zij betrekking hebben.

V. Nature de l'accord sur le plan interne

Sur le plan interne belge, les dispositions de cet accord relèvent de la compétence fédérale mais aussi, pour certains domaines, de la compétence des Communautés et des Régions.

Par conséquent, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune doit également approuver cet Accord avant que celui-ci ne puisse être ratifié par notre pays.

Les membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

V. Aard van de overeenkomst op het interne vlak

Op het interne Belgische vlak vallen de bepalingen van de overeenkomst onder de bevoegdheid van de federale overheid, maar tevens voor een deel ook onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Derhalve dient ook de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie haar instemming te betuigen met deze Overeenkomst alvorens ze door ons land kan worden geratificeerd.

De leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

**AVANT-PROJET D'ORDONNANCE
SOU MIS A L'AVIS
DU CONSEIL D'ETAT**

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

**l'Accord de partenariat et de coopération établissant
un partenariat entre les Communautés européennes et
leurs États membres, d'une part, et
la République du Tadjikistan, d'autre part,
fait à Luxembourg le 11 octobre 2004**

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Après délibération,

ARRETE

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures, sont chargés de présenter, au nom du Collège réuni, à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Article 2

L'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, fait à Luxembourg le 11 octobre 2004, sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le

Les membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

**VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE
ONDERWORPEN AAN HET ADVIES
VAN DE RAAD VAN STATE**

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met:

**de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst
waarbij een partnerschap tot stand wordt gebracht
tussen de Europese Gemeenschappen en hun
Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Tadzjikistan,
anderzijds, gedaan te Luxemburg op 11 oktober 2004.**

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad,

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Na beraadslaging,

BESLUIT

De Leden van het Verenigd College bevoegd voor Externe Betrekkingen zijn gelast, in naam van het Verenigd College, bij de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Artikel 2

De Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst waarbij een partnerschap tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Tadzjikistan, anderzijds, gedaan te Luxemburg op 11 oktober 2004, zal volkomen gevolg hebben.

Brussel,

De leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures et la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Énergie et de la Politique de l'Eau, le 17 mars 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance portant « assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, fait à Luxembourg le 11 octobre 2004 », a donné le 3 avril 2006 l'avis (n° 40.073/1) suivant :

Le projet n'appelle aucune observation.

La chambre était composée de

Messieurs	M. VAN DAMME,	président de chambre, président,
	D. ALBRECHT,	président de chambre,
	J. SMETS,	conseiller d'État,
Madame	VERBERCKMOES,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. DEPUYDT, premier auditeur chef de section f.f.

<i>Le Greffier,</i>	<i>Le Président,</i>
G. VERBERCKMOES	M. VAN DAMME

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 17 maart 2006 door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen en de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid verzocht hen, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie « houdende instemming met de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst waarbij een partnerschap tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Tadzjikistan, anderzijds, gedaan te Luxemburg op 11 oktober 2004 », heeft op 3 april 2006 het volgende advies (nr. 40.073/1) gegeven :

Bij dit ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit :

De heren	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter, voorzitter,
	D. ALBRECHT,	kamervoorzitter,
	J. SMETS,	staatsraad,
Mevrouw	G. VERBERCKMOES,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer DEPUYDT, eerste auditeur-wnd. afdelingshoofd.

<i>De Griffier,</i>	<i>De Voorzitter,</i>
G. VERBERCKMOES	M. VAN DAMME

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, fait à Luxembourg le 11 octobre 2004

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures,

Après délibération,

ARRETE

Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Relations extérieures, sont chargés de présenter, au nom du Collège réuni, à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Article 2

L'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part, fait à Luxembourg le 11 octobre 2004, sortira son plein et entier effet (*).

(1) Le texte intégral de l'Accord peut être consulté au greffe de l'Assemblée réunie.

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst waarbij een partnerschap tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Tadzjikistan, anderzijds, gedaan te Luxemburg op 11 oktober 2004

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad,

Op de voordracht van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Externe Betrekkingen,

Na beraadslaging,

BESLUIT

De Leden van het Verenigd College bevoegd voor Externe Betrekkingen zijn gelast, in naam van het Verenigd College, bij de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Artikel 2

De Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst waarbij een partnerschap tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Tadzjikistan, anderzijds, gedaan te Luxemburg op 11 oktober 2004, zal volkomen gevolg hebben (*).

(1) De volledige tekst van de Overeenkomst kan op de griffie van de Verenigde Vergadering geraadpleegd worden.

Bruxelles, le 9 mars 2006

Les membres du Collège réuni, compétents pour les
Relations extérieures,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

Brussel, 9 maart 2006

De leden van het Verenigd College, bevoegd voor Ex-
terne Betrekkingen,

Guy VANHENGEL
Evelyne HUYTEBROECK

